



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2019-2020

TO/PR

P.V. ECOPC 01

**Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et  
de l'Espace**

**Procès-verbal de la réunion du 17 octobre 2019**

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 19 septembre 2019
2. 7427 Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique
  - Désignation d'un rapporteur
  - Présentation du projet de loi
  - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

\*

Présents : Mme Diane Adehm, Mme Semiray Ahmedova, M. Marc Angel, M. Guy Arendt, M. Gilles Baum remplaçant Mme Joëlle Elvinger, Mme Simone Beissel, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Claude Haagen, M. Charles Margue, M. Laurent Mosar, Mme Lydia Mutsch

Mme Annick Hartung, M. François Thill, du Ministère de l'Economie  
M. Lionel Antunes, du Ministère de la Digitalisation

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Léon Gloden, M. Roy Reding, M. Serge Wilmes, M. Claude Wiseler

\*

Présidence : M. Franz Fayot, Président de la Commission

\*

1. **Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 19 septembre 2019**

Le projet de procès-verbal susmentionné est approuvé.

## 2. 7427 **Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique**

Monsieur le Président, Franz Fayot, présente l'objet du projet de loi qui est de mettre en œuvre le règlement européen dit « eIDAS », déjà applicable, en évoque les principales dispositions telles qu'elles ressortent du document de dépôt n° 7427 et indique les oppositions formelles exprimées par le Conseil d'Etat.

### **- Désignation d'un rapporteur**

Madame Lydia Mutsch est désignée comme rapporteur.

### **- Présentation du projet de loi**

Invité à expliquer la raison d'être dudit règlement européen, un représentant du Ministère de l'Economie rappelle que la technologie de la signature électronique remonte déjà aux années 1970. Son objectif est d'assurer « la confiance à distance ». Cette technologie ressort de la cryptographie et résulte d'une innovation qui s'apparente à une révolution dans cette discipline. Avant cette innovation, tout encryptage exigeait que l'émetteur d'un message et son destinataire disposaient de la même clef pour chiffrer et déchiffrer ce message. Toute technique de cryptage exigeait ainsi également l'échange, entre ces deux entités, de la clef respective. Désormais, il était possible d'éviter ce double échange, source d'insécurité. Ce nouveau système dit « à clef publique » repose sur deux clefs liées : une clef publique et une clef privée. Tandis que la première est publiée et consultable, la dernière reste dans la propriété privée de l'utilisateur. Ce n'est que par l'emploi de cette seconde clef privée qu'un message envoyé par recours à la clef publique peut être décrypté.

Le principal défi soulevé par ce nouveau système est de s'assurer que la clef publique employée par un émetteur appartienne réellement à celui-ci. C'est par l'introduction d'un « service confiance » qu'une réponse à cette faiblesse a été donnée. Ce service associe à chaque clef publique une identité déterminée. C'est donc une troisième entité indépendante, un « prestataire de services de confiance », par exemple *LuxTrust* au Luxembourg,<sup>1</sup> qui vérifie et garantit qu'une telle clef publique est celle de telle personne précise. Il s'agit d'un registre public de ces « public keys ».

C'est ce système (*public key encryption*) qui permet également de signer à distance. La signature électronique apposée sur un document numérique exclut également sa modification ultérieure.

La Commission européenne a introduit certains principes et notions supplémentaires dans ce domaine. Il s'agit notamment du « certificat qualifié », qui désigne le plus haut niveau de confiance qu'un certificat permet d'assurer. Un tel certificat garantit qu'il appartient à une personne déterminée, que la clef privée est enregistrée sur un appareil (*device*) hautement sécurisé de sorte

---

<sup>1</sup> Société anonyme issue, en novembre 2005, du groupement d'intérêt économique *LuxTrust*, créé en 2003. Deux tiers du capital de *LuxTrust* S.A. sont détenus par l'Etat et la SNCI. L'autre tiers de son capital est détenu par des acteurs du secteur privé, notamment du secteur financier.

qu'il permet seulement à la personne légitime de l'activer. Ce principe a été introduit à la fin des années 1990 par l'intermédiaire de la directive dite « commerce électronique ». C'est seulement ce niveau de sécurité technologique organisée qui permet de garantir l'équivalence entre signature manuscrite et électronique.

A l'époque, la Commission européenne admettait que les différents opérateurs de systèmes de signatures électroniques allaient librement s'accorder sur une solution technologique interopérable. Tel n'était pas le cas et c'est la raison à l'origine du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, déjà évoqué (ci-après « règlement 910/2014 »), et dont certains aspects sont à mettre en œuvre par le présent projet de loi. L'objectif du règlement 910/2014 est de parvenir à une harmonisation des multiples systèmes de signature électronique mis en place dans les Etats membres. Ceci dans l'intérêt d'un meilleur fonctionnement du « digital single market ».

La situation du Luxembourg, avec un seul système de signature électronique instauré (*LuxTrust*) avec quelque 600 000 personnes enregistrées, est à peu près unique en Europe. Pratiquement tous les autres Etats membres connaissent plusieurs, voire des centaines de systèmes ou « providers » différents. En France, par exemple, même différents ministères ont mis en place leurs propres systèmes, tous non interopérables.

Cette réglementation européenne, directement applicable, assurera la reconnaissance mutuelle des différents systèmes de signature électronique en Europe. Un certificat *LuxTrust* saura ainsi être employé dans toutes les transactions électroniques transfrontalières dans l'Union européenne.

Ces explications entendues, Monsieur le Président propose de procéder par un examen conjoint des observations du Conseil d'Etat et des articles du projet de loi. L'orateur fait distribuer un **tableau synoptique**, juxtaposant le dispositif tel que déposé, un condensé de l'avis du Conseil d'Etat et les commentaires et propositions afférentes des auteurs du projet de loi.<sup>2</sup>

Madame le Rapporteur Lydia Mutsch, renvoyant tant à la technicité et spécificité de la matière à examiner qu'au fait que le texte lui-même se réfère constamment au texte de base européen, préfère se concentrer d'abord sur une présentation article par article (ou point par point) du projet de loi.

### *Intitulé*

Monsieur Laurent Mosar s'interrogeant sur la notion « **services de confiance** » qui sera introduite à l'intitulé, il est précisé que cette notion est la traduction de l'expression anglaise, davantage connue dans les milieux d'affaires et financiers, de « trust services ». Cette notion est introduite par le règlement 910/2014 déjà évoqué et les auteurs du projet de loi l'ont reprise.

### *Examen de l'article unique*

---

<sup>2</sup> En cours de réunion également un projet de texte coordonné de la loi à modifier sera distribué.

### Point 1°

Le point 1° de l'article unique remplace l'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et regroupe, par ordre alphabétique, une série de définitions nécessaires à une compréhension correcte du dispositif légal.

Le représentant du Ministère concède que la plupart de ces définitions opèrent par un renvoi à la définition afférente proposée par le règlement 910/2014, de sorte qu'il y a lieu de consulter en parallèle l'article 3 du règlement européen joint au document de dépôt et qui comporte les définitions de 41 notions.

L'orateur poursuit en expliquant brièvement les définitions regroupées au présent article – aux fins de ce procès-verbal il est renvoyé au texte européen évoqué.

### Débat :

Les députés (Madame Lydia Mutsch, Messieurs Sven Clement et Charles Margue) s'intéressent davantage aux explications technologiques fournies concernant la notion de « **signature électronique** ». <sup>3</sup>

Il est précisé que la comparaison automatique des « hash » ne renseigne pas, le cas échéant, sur ce qui a été modifié concrètement au document renvoyé. Même la modification d'un espace, l'ajout d'une virgule etc. change complètement le « hash » original. Le seul point faible dans ce système de signature (*single point of failure*) est la troisième entité dans cette opération, le prestataire du service de confiance – c'est-à-dire le gestionnaire du registre de ces « public keys », *LuxTrust* au Luxembourg. Un problème fonctionnel de cette entité risque d'entraîner le blocage de tout le système de la signature électronique. C'est la raison pour laquelle *LuxTrust* est chaque année soumis à deux audits du niveau le plus élevé. A ces audits s'ajoutent des audits plus spécifiques effectués par la CSSF<sup>4</sup> du fait que *LuxTrust* dessert également le secteur financier. Ledit risque explique également le régime de sanctions très répressif prévu pour tout ce qui a trait au respect du secret professionnel, de la confidentialité des données et des exigences légales visant à garantir un niveau élevé de qualité et de sécurité des prestataires de services de confiance.

Le fait que le Luxembourg ne dispose jusqu'à présent que d'un seul prestataire de services de confiance présente des avantages manifestes, notamment en termes d'interopérabilité et de facilité pour l'utilisateur final. Au Luxembourg, celui-ci n'a besoin que d'un seul « token » pour réaliser toute sorte d'opérations électroniques de

---

<sup>3</sup> Compression d'un texte par un algorithme prédéterminé (texte qui devient ainsi un « hash », donc un ensemble de signes unique d'une longueur toujours identique et prédéterminé), qui est signé et envoyé électroniquement. Le destinataire réalise la même opération. Il fait calculer par le même algorithme le « hash » de l'original et fait déchiffrer et comparer les deux « hash » en recourant au « public key » de la personne qui est sensée avoir signé le « hash ». Si les deux « hash » sont identiques, rien n'a été changé au texte renvoyé (intégrité du texte), et le fait que ce « public key » a permis de réaliser cette comparaison, donne la garantie que la signature électronique apposée émane bien de la personne correcte (identification).

<sup>4</sup> Commission de Surveillance du Secteur Financier

confiance auprès d'institutions les plus diverses : banques (e-banking), administrations publiques etc.. Cette réalité luxembourgeoise a également accéléré l'adhésion et l'acceptation par l'administré de cette technologie.

Dès le départ et afin de répondre à la demande du secteur financier, le prestataire *LuxTrust* disposait du niveau de confiance « qualifié ». Concernant cet aspect, le règlement 910/2014 n'avait donc aucun impact sur le prestataire luxembourgeois, à la différence de l'interopérabilité de son système qui était à améliorer.

Il est précisé qu'actuellement déjà, *LuxTrust* n'est pas la seule « ICP » ou « PKI »<sup>5</sup> contrôlée par ILNAS<sup>6</sup>. BE Invest en est l'autre.

D'autres entreprises offrant des services d'échange électronique sécurisés sont, en effet, susceptibles d'apparaître sur le marché luxembourgeois. Ainsi, dans le cadre de l'agence « eSanté » une entreprise qui était déjà présente sur le marché<sup>7</sup> reviendra pour offrir son service d'échange sécurisé de fichiers.

#### *Point 2°*

Le point 2° de l'article unique modifie l'intitulé du titre II de la même loi afin d'harmoniser la terminologie employée avec celle du règlement 910/2014 et d'élargir le champ d'application à tous les services de confiance définis dans ce même règlement.

#### *Point 3°*

Le point 3° de l'article unique supprime les termes « certifié conforme à l'original » à l'article 16 de la même loi afin de l'aligner sur la loi du 29 mai 2009 portant abolition de l'obligation de fournir une copie certifiée conforme d'un document original.

#### *Points 4° à 7°*

Les modifications apportées à la même loi par les points 4° à 7° de l'article unique visent notamment à élargir le champ d'application à tous les services de confiance définis dans le règlement 910/2014 et à réorganiser la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique.

L'abrogation de l'ancien article 18 de la même loi (point 7° de l'ancien article unique) s'explique par le fait que la question des effets juridiques de la signature électronique est désormais directement couverte par l'article 25 du règlement 910/2014.

#### *Point 8°*

---

<sup>5</sup> Infrastructure à clefs publiques ou « Public Key Infrastructure »

<sup>6</sup> Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

<sup>7</sup> regify GmbH

Le point 8° de l'article unique supprime, au chapitre 2 du titre II, les intitulés de la section 2 et de sa première sous-section. Cette restructuration résulte des modifications apportées à la même loi.

#### *Point 9°*

Le point 9° de l'article unique modifie l'article 19 de la loi précitée du 14 août 2000. Ces modifications visent à harmoniser sa terminologie avec celle du règlement 910/2014 et à élargir le cercle des personnes visées par cet article (reformulation du paragraphe 4) tout en renvoyant à un régime de sanctions plus spécifique.

Le représentant du Ministère insiste sur l'importance primordiale du respect du secret professionnel en matière de cryptographie. Dans ce contexte précis, il s'agit de garantir la sécurité de quelque 600 000 clefs privées gérées par *LuxTrust*. L'orateur renvoie aux procédures très complexes instaurées au sein de *LuxTrust* visant à préserver ce secret.

#### *Débat :*

Monsieur Laurent Mosar s'interroge pourquoi, pour asseoir ledit **secret professionnel**, l'article 19 renvoie tant à l'article 45*bis*, paragraphe 3, de la loi à modifier qu'à l'article 458 du Code pénal.

Les représentants du Ministère rappellent que l'obligation de secret professionnel est la *conditio sine qua non* du fonctionnement du système de la signature électronique. Compte tenu de cette importance, les peines prévues par le Code pénal en cas de non-respect du secret professionnel ont été jugées comme n'étant pas assez dissuasives. Le projet de loi propose donc d'insérer dans la loi un article 45*bis* prévoyant des sanctions pénales appropriées (voir infra point 27°). Ce nouveau dispositif de sanctions pénales suscite également des observations de la part du Conseil d'Etat. Il est proposé de discuter cette problématique des sanctions lors de l'examen ultérieur de l'avis de la Haute Corporation.

Monsieur le Président précise que ledit article vise deux catégories de personnes. La première concerne les personnes au service d'un prestataire de service de confiance (paragraphe 1<sup>er</sup>) qui sont passibles des peines prévues à l'article 458 du Code pénal. C'est pour le second cas de figure, les personnes mandatées par l'ILNAS – en l'occurrence les auditeurs, que le projet de loi introduit des sanctions plus sévères, en reformulant le paragraphe 4 de l'article 19 de la loi à modifier.

Le représentant du Ministère confirme cette précision. Il serait crucial de prévoir des sanctions plus sévères pour cette seconde catégorie de personnes, des experts externes chargés d'analyser le niveau de sécurité du prestataire, puisque ce serait cette catégorie qui, de par sa mission, serait susceptible d'obtenir accès aux données les plus sensibles du prestataire. L'impact de la révélation d'un tel secret serait néfaste et conduirait à la révocation des quelque 600 000 certificats et à l'arrêt du système de signature électronique.

#### *Point 10°*

Le point 10° de l'article unique modifie l'article 20 de la loi précitée du 14 août 2000 afin de l'aligner au règlement 910/2014.

#### *Débat :*

Suite à une question de Monsieur Laurent Mosar, le représentant du Ministère confirme que la loi du 1<sup>er</sup> août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la **protection des données** et du régime général sur la protection des données s'applique pleinement dans ce contexte. *LuxTrust* dispose ainsi d'un « DPO »<sup>8</sup> qui veille à ce que les données nominatives des personnes soient correctement traitées. La nature même du système de signature électronique ne permet toutefois pas d'assurer une confidentialité absolue de ces données qui peuvent être publiées. En effet, *LuxTrust* établit la liaison entre une personne physique ou morale et la clef afférente. La confiance dans cette clef ne peut être établie qu'en connaissant l'identité de son propriétaire. Le certificat même comporte donc l'identité de la personne liée. Une personne peut cependant demander à ce que son nom réel n'apparaisse pas dans le référentiel public des utilisateurs (certificats) de *LuxTrust*. Une telle déclaration est respectée par *LuxTrust*.

Suite à une intervention afférente de Madame Simone Beissel, le représentant du Ministère précise que le Ministère de l'Economie n'envisage pas de réaliser une **campagne d'information** ou de sensibilisation au sujet de cette future loi. L'orateur donne à considérer que le défi quotidien d'un prestataire comme *LuxTrust* est précisément de garantir la « usability » du système. Il s'agit de veiller à sa facilité d'utilisation tout en assurant que ce système ne peut être contourné.

#### *Point 11°*

Le point 11° de l'article unique modifie l'article 21 de la loi précitée du 14 août 2000.

#### *Point 12°*

Le point 12° de l'article unique introduit une nouvelle section 2 au chapitre 2 du titre II de la loi précitée du 14 août 2000.

#### *Point 13°*

Le point 13° de l'article unique introduit deux nouveaux articles, *21bis* et *21ter*, suite à l'intitulé introduit par le point précédent.

Le représentant du Ministère tient à souligner l'importance du nouvel article *21ter* dans un contexte commercial de plus en plus « internet only ». Cet article permet le recours à d'autres méthodes de vérification de l'identité, sous condition que le prestataire de services de confiance (*LuxTrust* en

---

<sup>8</sup> « Data Protection Officer » – en français : délégué à la protection des données.

l'occurrence) identifie avec certitude la personne à laquelle un certificat qualifié est délivré. C'est l'ILNAS qui publiera et surveillera les exigences minimales à respecter en la matière.

En effet, de nouvelles méthodes de vérification de l'identité commencent à se répandre, méthodes qui n'exigent plus la présence physique d'une personne, par exemple, lors de l'ouverture d'un compte bancaire. Ainsi, également auprès de *LuxTrust* pour l'établissement d'un certificat, la possibilité d'un « video enrolment » a été instaurée. Cette procédure permet de vérifier l'identité d'une personne à distance par video identification.

*Débat :*

Madame Simone Beissel met en garde devant les nouvelles méthodes d'identification évoquées. Elle renvoie à des risques ayant trait à des pratiques de blanchiment d'argent et insiste sur la mise en place d'une **surveillance rigoureuse** de ces nouvelles procédures. Le représentant du Ministère rappelle qu'en ce qui concerne l'aspect technologique, ce contrôle est assuré par l'ILNAS. Les vérifications quant à la provenance de sommes douteuses et la fixation d'exigences administratives internes afférentes restent à réaliser par les entités soumises à la surveillance de la CSSF.

Suite à une observation afférente de Monsieur Guy Arendt, il est précisé que l'article 21<sup>ter</sup> sera déplacé dans la section 3 traitant de la « surveillance des prestataires de services de confiance », le Conseil d'Etat critiquant l'actuel **emplacement** de ce futur article comme induisant en erreur. Il est rappelé que le projet de loi sera complètement restructuré.

Une discussion sur la forme du tableau synoptique distribué s'ensuit.

*Point 14°*

Le point 14° de l'article unique remplace la teneur de l'article 22 de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 15°*

Le point 15° de l'article unique supprime les articles 23, 24 et 25 de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 16°*

Le point 16° de l'article unique modifie l'article 26 de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 17°*

Le point 17° de l'article unique supprime les articles 27 et 28 de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 18°*

Le point 18° de l'article unique introduit une nouvelle section 3 au chapitre 2 du titre II de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 19°*

Le point 19° de l'article unique reformule l'article 29 de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 20°*

Le point 20° de l'article unique introduit une nouvelle section 4 au chapitre 2 du titre II de la loi précitée du 14 août 2000.

*Point 21°*

Le point 21° de l'article unique supprime les articles 30 et 31 de la loi précitée du 14 août 2000 puisque les conditions de lancement d'un service de confiance qualifié sont désormais régies par l'article 21 du règlement 910/2014.

*Point 22°*

Le point 22° de l'article unique modifie l'article 32 de loi précitée du 14 août 2000. Cet article prévoit certaines obligations à respecter par un prestataire de services de confiance qualifié qui arrête ses activités.

Le représentant du Ministère tient à préciser que cet article vise à régler une situation tout à fait exceptionnelle, voire de catastrophe. Les obligations prévues visent à garantir la pérennité et la durabilité de ces services de confiance. Une faillite *de LuxTrust* S.A. toucherait, en effet, directement quelque 600 000 personnes détenteurs de certificats émis par cette société.

*Débat :*

Suite à une observation afférente de Monsieur Sven Clement, il est précisé que le **délai** évoqué de trois mois dans lequel le prestataire de services de confiance qualifié doit informer l'ILNAS de son intention de mettre fin à ses activités n'est pas absolu, la disposition comporte la nuance « sauf motif valable ». Les auteurs du projet de loi étaient bien conscients que dans un certain nombre de situations – dont certaines sont énumérées au paragraphe 4 – il serait effectivement impossible au prestataire de respecter ledit délai légal. Il est vrai que le présent article ne vise que les prestataires de services qualifiés, il y a toutefois lieu d'admettre que dans le cas d'une faillite d'un simple prestataire de services de confiance, mais qui mettrait en péril une infrastructure critique, l'Etat injecterait éventuellement de l'argent dans cette entreprise pour permettre le transfert de ces services.

Monsieur Marc Angel suggère d'apporter ces précisions supplémentaires dans le commentaire de cet article à dresser dans le rapport final de la commission.

Notant que le paragraphe 4 prévoit comme motif également le décès et l'incapacité, Monsieur Franz Fayot s'interroge si de tels services de confiance peuvent raisonnablement être offerts par une personne physique ou une société unipersonnelle et si ces deux termes ne pourraient pas être rayés. Monsieur Sven Clement met en garde de vouloir supprimer ces cas de figure, s'il n'est pas interdit à un indépendant ou à une entreprise individuelle d'offrir ce genre de services – à lire les définitions, tel n'est pas le cas<sup>9</sup>.

#### *Point 23°*

Le point 23° de l'article unique supprime l'article 33 de loi précitée du 14 août 2000 et dont la teneur est reprise par le nouvel article 29 de la même loi.

#### *Point 24°*

Le point 24° de l'article unique introduit une nouvelle section 5 au chapitre 2 du titre II de la loi précitée du 14 août 2000.

#### *Point 25°*

Le point 25° de l'article unique reformule l'article 34 de la loi précitée du 14 août 2000.

#### *Point 26°*

Le point 26° de l'article unique ajoute une section 6 au chapitre 2 du titre II de la loi précitée du 14 août 2000 qui comporte le nouvel article 34*bis* consacré aux sanctions administratives.

#### *Point 27°*

Le point 27° de l'article unique insère un nouvel article 45*bis* prévoyant des sanctions pénales. En combinaison avec le nouvel article 34*bis*, ce nouvel article met en œuvre l'article 16 du règlement 910/2014.

### **- Examen de l'avis du Conseil d'Etat**

La commission fait siennes les réponses aux observations du Conseil d'Etat telles que proposées par les représentants du Ministère qui suivent, en général

---

<sup>9</sup> Article 3, définition 19 du règlement 910/2014 : « « prestataire de services de confiance », une personne **physique ou morale** qui fournit un ou plusieurs services de confiance, en tant que prestataire de services de confiance qualifié ou non qualifié; »

et à la lettre, les propositions et recommandations formulées dans l'avis du Conseil d'Etat.

Pour les fins du présent procès-verbal, il est renvoyé au document de travail distribué séance tenante et joint à la présente.

Au vu du temps avancé, l'examen des observations du Conseil d'Etat concernant les points 23° à 27° du projet de loi est reporté à la prochaine réunion.

\*

La prochaine réunion est fixée au jeudi 24 octobre 2019 à 9.00 heures.

\*\*\*

Luxembourg, le 31 octobre 2019

Le Secrétaire-administrateur,  
Timon Oesch

Le Président de la Commission de l'Economie, de la  
Protection des consommateurs et de l'Espace,  
Franz Fayot

Annexe :

Projet de loi n°7427, tableau synoptique, 25 pp..

**Projet de loi n°7427 projet de loi portant modification de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique (Mise en œuvre du règlement (UE) 910/2014)**

Projet de loi n°7427	Avis CE	Texte proposé + brefs commentaires
	Le CE a formulé une proposition de restructuration de la loi sous avis.	
	Le CE s’interroge sur l’intitulé de la future loi qui restera cantonné au commerce électronique. Le champ d’application dépasse celui du commerce électronique	<p>Le projet de loi modifie l’intitulé de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique comme suit : « La loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique et les services de confiance ».</p> <p>➔ En mars 1999, le Gouvernement prend conscience que le commerce électronique représente un élément important pour l’économie et dépose le premier projet de loi N°4554 limitatif à l’Internet pour créer un cadre juridique à l’avènement de la société de l’information. Ce projet de loi est retiré, mais l’esprit de fond est gardé et se retrouve dans le projet de loi N°4641 déposé en avril 1999, conférant un cadre juridique globalement ciblé sur le commerce électronique. Le CE marque son Accord de principe au projet de loi N° 4641 tout en sachant que de nombreuses questions n’y sont pas encore abordées et qu’il s’agit d’un cadre évolutif, destiné à soutenir le développement des services</p>

	<p>et devrait d'après le CE inclure l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques mentionnés dans le titre du règlement (UE) n° 910/2014. Il convient de relever que le volet de l'identification électronique</p>	<p>de la société de l'information, ainsi que de renforcer la confiance des utilisateurs en ces services.</p> <p>➔ Contrairement au chapitre 3 relatif aux services de confiance, le chapitre 2 du règlement (EU) 910/2014 relatif à l'identification électronique ne prévoit pas la désignation d'autorités nationales pour la supervision ou pour la maintenance d'une liste de confiance nationale. A la place, pour l'identification électronique une approche collégiale des Etats Membres a été mise en œuvre via un groupe de travail ("réseau de coopération") créé par la décision d'exécution (UE) 2015/296. Ainsi toutes les obligations des article 9,10 et 12 du règlement (UE) n°910/2014 sont déjà assurées par les représentants luxembourgeois dans ce groupe de travail."</p>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Art. 1. La loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est modifiée comme suit: 1° L'article 1er prend la teneur suivante: « Art. 1er. Définitions. Au sens de la présente loi, on entend par: 1° « authentification » au sens du règlement (UE) <b>N°910/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les</b></p>	<p>Le Conseil d'Etat observe que la formule de l'abréviation « règlement (UE) n° 910/2014 » est inutile car on peut recourir à celle de « règlement (UE) n° 910/2014.</p>	<p>« Art. 1<sup>er</sup>. L'article 1<sup>er</sup> de la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique est remplacé comme suit : « <u>Art. 1<sup>er</sup></u>. Définitions Au sens de la présente loi, on entend par : a) « authentification » : l'authentification au sens du règlement (UE) N° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (ci-après le « règlement européen eIDAS »);</p> <p>2° « cachet électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>3° « cachet électronique qualifié » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>4° « certificat d'authentification de site internet » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>5° « certificat de cachet électronique » au sens du règlement européen eIDAS « certificat de signature électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>6° « certificat qualifié d'authentification de site internet » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>7° « certificat qualifié de cachet électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>8° « certificat qualifié de signature électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>9° « destinataire du service »: toute personne physique ou morale qui, à des fins professionnelles ou non, utilise un service de la société de l'information, notamment pour rechercher ou pour rendre accessible une information ;</p> <p>10° « données de création d'authentification de site internet » : des données uniques qui sont utilisées par le site internet dans le processus d'authentification du site internet ;</p> <p>11° « données de création de cachet électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p>	<p>Etant superfétatoire, le terme 'notamment' du point 9 peut être écarté.</p> <p>➔ Tenant en compte la remarque du CE, l'article 1, lettre j) est modifié.</p>	<p>confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE;</p> <p>b) « cachet électronique » : le cachet électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>c) « cachet électronique qualifié » : le cachet électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>d) « certificat d'authentification de site internet » : le certificat d'authentification de site internet au sens du règlement (UE) n° 910/2014;</p> <p>e) « certificat de cachet électronique » : le certificat de cachet électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>f) « certificat de signature électronique » : le certificat de signature électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>g) « certificat qualifié d'authentification de site internet » : le certificat qualifié d'authentification de site internet au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>h) « certificat qualifié de cachet électronique » : le certificat qualifié de cachet électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>i) « certificat qualifié de signature électronique » : le certificat qualifié de signature électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014;</p> <p>j) « destinataire du service »: toute personne physique ou morale qui, à des fins professionnelles ou non, utilise un service de la société de l'information;</p> <p>k) « données de création d'authentification de site internet » : des données uniques qui sont utilisées</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>12° « données de création de signature électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>13° « identification électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>14° « organisme d'évaluation de la conformité » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>15° « prestataire »: toute personne physique ou morale qui fournit un service de la société de l'information;</p> <p>16° « prestataire de services de confiance » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>17° « prestataire de services de confiance qualifié » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>18° « produit » au sens du règlement européen eIDAS :</p> <p>19° « service de confiance » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>20° « service de confiance qualifié » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>21° « service d'envoi recommandé électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>22° « service d'envoi recommandé électronique qualifié » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>23° « services de la société de l'information »: tout service presté, normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services ;</p> <p>24° « signature électronique » au sens du règlement européen eIDAS ;</p> <p>25° « titulaire de certificat »: une personne physique ou morale à laquelle un prestataire de</p>		<p>par le site internet dans le processus d'authentification du site internet ;</p> <p>l) « données de création de cachet électronique » : les données de création de cachet électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014;</p> <p>m) « données de création de signature électronique »: les données de création de signature électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>n) « identification électronique » : l'identification électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>o) « organisme d'évaluation de la conformité » : l'organisme d'évaluation de la conformité au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>p) « prestataire »: toute personne physique ou morale qui fournit un service de la société de l'information;</p> <p>q) « prestataire de services de confiance » : le prestataire de services de confiance au sens du règlement (UE) n° 910/2014;</p> <p>r) « prestataire de services de confiance qualifié » : le prestataire de services de confiance qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>s) « produit » : le produit au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>t) « service de confiance » : le service de confiance au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p> <p>u) « service de confiance qualifié » : le service de confiance qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>services de confiance a délivré un certificat d'authentification de site internet, une personne physique à laquelle un prestataire de services de confiance a délivré un certificat de signature électronique ou une personne morale à laquelle un prestataire de services de confiance a délivré un certificat de cachet électronique. »</p>	<p>Le CE note qu'une référence au règlement (UE) n° 910/2014 concernant les définitions contenues dans le règlement (UE) n° 910/2014 aurait été suffisant.</p>	<p>v) « service d'envoi recommandé électronique » : le service d'envoi recommandé électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014 ;  w) « service d'envoi recommandé électronique qualifié » : le service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014;  x) « services de la société de l'information » : tout service presté, normalement contre rémunération, à distance par voie électronique et à la demande individuelle d'un destinataire de services ;  y) « signature électronique » : la signature électronique au sens du règlement (UE) n° 910/2014;  z) « titulaire de certificat » : une personne physique ou morale à laquelle un prestataire de services de confiance a délivré un certificat d'authentification de site internet, une personne physique à laquelle un prestataire de services de confiance a délivré un certificat de signature électronique ou une personne morale à laquelle un prestataire de services de confiance a délivré un certificat de cachet électronique. »</p> <p>→ Un certain nombre de termes définis par le règlement (UE) n°910/2014 sont des termes utilisés dans le langage courant. Par souci de clarté, les auteurs du projet de loi ont choisi de les énoncer dans ledit projet de loi pour souligner le sens juridique de ces termes.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

2° L'intitulé du Titre II prend la teneur suivante: « Titre II - De la preuve, des services de confiance et des prestataires de services de confiance. »	Sans observation.	Art. 2. L'intitulé du titre II de la même loi prend la teneur suivante : « Titre II. De la preuve, des services de confiance et des prestataires de services de confiance ».
3° A l'article 16 les mots « certifié conforme à l'original » sont supprimés.	Sans observation.	Art. 3. À l'article 16 de la même loi, les termes « certifié conforme à l'original » sont supprimés.
4° L'intitulé du Chapitre 2, du Titre II loi prend la teneur suivante: « Chapitre 2 - Des services de confiance et des prestataires de services de confiance. »	Sans observation.	Art. 4. L'intitulé du titre II, chapitre 2, de la même loi, prend la teneur suivante : « Chapitre 2. Des services de confiance et des prestataires de services de confiance ».
5° L'intitulé de la section 1 prend la teneur suivante: « Section 1 - Dispositions communes. »	Sans observation.	Art. 5. L'intitulé du titre II, chapitre 2, section 1re, de la même loi, prend la teneur suivante :
6° L'article 17 est abrogé.	Sans observation.	« Section 1 Dispositions communes ».
7° L'article 18 est abrogé.	Sans observation.	Art. 6. Les articles 17 et 18 de la même loi sont abrogés.
8° L'intitulé de la section 2 « Des prestataires de service de certification » et l'intitulé de la sous-section 1re « Dispositions communes » de la même loi sont abrogés.	Sans observation.	Art. 7. L'intitulé du titre II, chapitre 2, section 2, libellé « Des prestataires de service de certification », et l'intitulé du titre II, chapitre 2, section 2, sous-section 1re, libellé « Dispositions communes », de la même loi, sont supprimés.
9° L'article 19 est modifié comme suit:		Art. 8. L'article 19 de la même loi est modifié comme suit :

<p>a) Au paragraphe 1er, le terme « certification » est remplacé à deux reprises par le terme « confiance ».</p> <p>b) Au paragraphe 3, les termes « l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance » sont remplacés par ceux de « l'Institut Luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et Qualité des produits et services (ci-après désignée par son acronyme « l'ILNAS ») ».</p> <p>c) Le paragraphe 4 prend la teneur suivante: « (4) Toute personne mandatée ou ayant été mandatée par l'ILNAS sont tenus au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 45bis (3) de la présente loi en cas de violation de ce secret.»</p>	<p>Le champ d'application des personnes agissant pour l'ILNAS est modifié vu que le terme « mandat » défini par l'article 1984 du Code civil se définit comme l'« acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom ».</p> <p>Le CE s'interroge aussi sur l'opportunité de prévoir des sanctions pénales plus graves que celles que prévu par l'article 458 du Code pénal.</p>	<p>1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le terme « certification » est remplacé à deux reprises par le terme « confiance ».</p> <p>2° Au paragraphe 3, les termes « l'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance » sont remplacés par ceux de « l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services ».</p> <p>3° Le paragraphe 4 prend la teneur suivante: « (4) Toute personne chargée ou ayant été chargée de procéder à des audits par l'ILNAS auprès d'un prestataire de services de confiance est tenue au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 45bis, paragraphe 3 en cas de violation de ce secret. »</p> <p>➔ Afin de clarifier l'article 19, paragraphe 4, on a repris les termes de l'article 17, paragraphe 4, lettre e), du règlement (UE) n°910/2014.</p>
<p>10° L'article 20 est modifié comme suit : « Art. 20. De la protection des données à caractère personnel des prestataires de services »</p> <p>a) Au paragraphe 1er, les termes « Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance et » sont supprimés.</p> <p>b) Aux paragraphes 1er et 2, le terme « certification » est remplacé par les termes « confiance ».</p> <p>c) Le paragraphe 3 prend la teneur suivante: « (3) Lorsqu'un pseudonyme est utilisé, l'identité véritable du titulaire d'un certificat de signature</p>	<p>Le CE remarque que la protection des données à caractère personnel des utilisateurs des certificats émis par les prestataires de services est visée et non la protection des données à caractère personnel des prestataires de services de confiance.</p>	<p>Art. 9. L'article 20 de la même loi est modifié comme suit :</p> <p>1° L'intitulé prend la teneur suivante : « De la protection des données à caractère personnel ».</p> <p>2° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, les termes « L'Autorité Nationale d'Accréditation et de Surveillance et » sont supprimés et les termes « les prestataires » sont remplacés par ceux de « Les prestataires ».</p> <p>3° Aux paragraphes 1er et 2, le terme « certification » est remplacé par le terme « confiance ».</p>

<p>électronique ne peut être révélée par le prestataire de services de confiance qu'avec le consentement du titulaire du certificat ou dans les cas prévus à l'article 19 (2) de la présente loi.</p>		<p>4° Lorsqu'un pseudonyme est utilisé, l'identité véritable du titulaire d'un certificat de signature électronique ne peut être révélée par le prestataire de services de confiance qu'avec le consentement du titulaire du certificat ou dans les cas prévus à l'article 19, paragraphe 2.</p> <p>→ Tenant en compte la remarque du CE, l'intitulé de cet article est modifié.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>11° L'article 21 est modifié comme suit:</p> <p>a) Le paragraphe 1er est abrogé.</p> <p>b) Le paragraphe 2 prend la teneur suivante: « (2) Le titulaire du certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet est tenu, dans les meilleurs délais, de notifier au prestataire de services de confiance toute modification des informations contenues dans celui-ci. ».</p> <p>c) Le paragraphe 3 prend la teneur suivante: « (3) En cas de doute quant au maintien de la confidentialité des données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet ou de perte de la conformité à la réalité des informations contenues dans le certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet, le titulaire de certificat est tenu de faire révoquer immédiatement le certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet conformément à l'article 26 de la présente loi. ».</p>	<p>Le CE propose de maintenir le paragraphe 1 de cet article comme la responsabilité du titulaire du certificat est visé et non la responsabilité des prestataires de services de confiance qui est réglée par l'article 13 du règlement (UE) n° 910/2014.</p>	<p>Art. 10. L'article 21 de la même loi est modifié comme suit :</p> <p>1° Le titulaire du certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet est tenu, dans les meilleurs délais, de notifier au prestataire de services de confiance toute modification des informations contenues dans celui-ci.</p> <p>2° En cas de doute quant au maintien de la confidentialité des données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet ou de perte de la conformité à la réalité des informations contenues dans le certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet, le titulaire de certificat est tenu de faire révoquer immédiatement le certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet conformément à l'article 26 de la présente loi.</p> <p>3° Lorsqu'un certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>d) Le paragraphe 4 prend la teneur suivante:  « (4) Lorsqu'un certificat de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet est arrivé à échéance ou a été révoqué, le titulaire du certificat ne peut plus utiliser les données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet ou faire certifier ces données par un autre prestataire de services de confiance. ».</p>		<p>site internet est arrivé à échéance ou a été révoqué, le titulaire du certificat ne peut plus utiliser les données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet ou faire certifier ces données par un autre prestataire de services de confiance. ».</p> <p>➔ La création de signature présuppose un dispositif de création de signature électronique doté de données permettant cette signature. Cet outil n'est pas le fruit du titulaire du certificat et, avec le récent développement des solutions de signatures mobile et à distance, n'est plus nécessairement stocké par le titulaire du certificat. Dès lors le titulaire ne peut pas être tenu seul responsable de ce dispositif. Dès lors, nous proposons de supprimer le paragraphe 1 de cet article et d'appliquer le régime de responsabilité de droit commun.</p>
<p>12° La Sous-Section 2 « Des prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés » devient la Section 2 libellée comme suit:  « Section 2 - Des obligations du titulaire de certificats qualifiés. »</p>		<p>Art. 11. Le titre II, chapitre 2, section 2, sous-section 2, libellé « Des prestataires de services de certification délivrant des certificats qualifiés » de la même loi devient le titre II, chapitre 2, section 2, libellé comme suit :  « Section 2 Des obligations du titulaire de certificats qualifiés ».</p>

<p>13° Suite à la nouvelle section 2 sont insérés un nouvel article 21bis et un nouvel article 21ter libellés comme suit:</p> <p>« Art. 21bis. Nonobstant les obligations contenues dans les articles 19 et 24 du règlement européen eIDAS, un titulaire de certificat qualifié de cachet électronique établi au Luxembourg met en œuvre les mesures nécessaires afin de pouvoir établir l'identité, la qualité et les pouvoirs de chaque personne physique qui représente la personne morale, lors de chaque usage manuel/usage non automatisé de création de cachet électronique.</p> <p>Art. 21ter. Vérification des identités dans le cadre de la délivrance de certificats qualifiés</p> <p>(1) L'ILNAS publie sur son site Internet, quelles autres méthodes d'identification au sens de l'article 24 paragraphe 1 lettre (d) du règlement européen eIDAS sont reconnues au Luxembourg sous condition que la garantie équivalente en termes de fiabilité à la présence en personne soit confirmée par un organisme d'évaluation de la conformité, ainsi que les exigences minimales à respecter.</p> <p>(2) L'ILNAS surveille les méthodes d'identification. Si, dans le cadre de ses activités de surveillance, l'ILNAS constate des insuffisances ou des risques en termes de sécurité, l'ILNAS peut imposer au prestataire de services de confiance qualifié la prise de mesures de sécurité techniques ou organisationnelles supplémentaires. Si les risques constatés ne peuvent être suffisamment mitigés, l'ILNAS peut interdire au prestataire de services de confiance qualifié l'utilisation de la méthode</p>	<p>Le CE soulève que l'article 21bis traite d'obligations qui pèsent sur le titulaire d'un certificat qualifié de cachet électronique alors que l'article 21ter couvre l'exercice par l'ILNAS de certaines de ces missions, et les articles suivants, qui font partie de la section 2, font peser des obligations sur les prestataires de services de confiance qualifiés. Le CE estime que la restructuration est à revoir.</p> <p>Le CE ne comprend pas les références de l'article 21bis comme l'article 19 du règlement (UE) n° 910/2014 prévoit des exigences de sécurité applicable aux prestataires de services de confiance et non des obligations de titulaires de certificats qualifiés et que l'article 24 du règlement (UE) n° 910/2014 prévoit des exigences applicables aux prestataires de services de confiance qualifiés et non des obligations de titulaires de certificats qualifiés.</p> <p>Le CE ne voit pas d'inconvénient à ce que l'article 21ter, qui confie la détermination des méthodes d'identification et les exigences minimales à respecter à l'ILNAS mais le CE est d'avis que ces dispositions consacrées aux missions de l'ILNAS devraient figurer dans les dispositions consacrées aux missions de l'ILNAS.</p> <p>Le CE demande par ailleurs de plus amples explications concernant « les mesures de sécurité techniques ou organisationnelles supplémentaires imposés par l'ILNAS ». Quel est le point de référence pour la détermination de ces mesures supplémentaires ? S'agit-il de mesures minimales visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ?</p>	<p>Art. 12. À la suite de la nouvelle section 2 de la même loi sont insérés un nouvel article 21bis et un nouvel article 21ter libellés comme suit :</p> <p><u>Art. 21bis.</u> Des obligations du titulaire de certificat qualifié de cachet électronique</p> <p>Un titulaire de certificat qualifié de cachet électronique établi au Luxembourg met en œuvre les mesures nécessaires afin de pouvoir établir l'identité, la qualité et les pouvoirs de chaque personne physique qui représente la personne morale, lors de chaque usage manuel ou usage non automatisé de création de cachet électronique.</p> <p><u>Art. 21ter.</u> Vérification des identités dans le cadre de la délivrance de certificats qualifiés</p> <p>(1) L'ILNAS publie sur son site Internet, quelles autres méthodes d'identification au sens de l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre d) du règlement (UE) n° 910/2014 sont reconnues au Luxembourg sous condition que la garantie équivalente en termes de fiabilité à la présence en personne soit confirmée par un organisme d'évaluation de la conformité, ainsi que les exigences minimales à respecter. En cas de non-conformité aux méthodes d'identification au sens de l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>, lettre d) du règlement (UE) n° 910/2014 confirmées par un organisme d'évaluation de la conformité, le prestataire de services de confiance qualifié se voit appliquer les sanctions administratives prévues par l'article 34bis.</p> <p>(2) L'ILNAS surveille les méthodes d'identification visées au paragraphe 1. Si, dans le cadre de ses</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>d'identification concernée et en cas de non-conformité à cette interdiction prononcée par l'ILNAS, le prestataire de services de confiance qualifié se voit appliquer les sanctions prévues par la présente loi. »</p>	<p>Le CE demande aussi des explications concernant l'article 19, paragraphe 4 du règlement (UE) n° 910/2014 [Article 19 Exigences de sécurité applicables aux prestataires de services de confiance 4. La Commission peut, au moyen d'actes d'exécution: a) préciser davantage les mesures visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ; et b) définir les formats et procédures, y compris les délais, applicables aux fins du paragraphe 2. Ces actes d'exécution sont adoptés en conformité avec la procédure d'examen visée à l'article 48, paragraphe 2.] Le CE prononce une opposition formelle à l'encontre de l'article 21ter, paragraphe 2, alinéa 2, deuxième partie de la deuxième phrase. Le CE invoque qu'il est impossible pour les prestataires de services de confiance qualifiés de déterminer la sanction applicable en l'occurrence et que cet article n'est pas conforme au principe 14 de la Constitution (« nulle peine ne peut être établie ni appliquée qu'en vertu de la loi »).</p>	<p>activités de surveillance, l'ILNAS constate des insuffisances ou des risques en termes de sécurité, l'ILNAS peut mettre à jour la liste des méthodes d'identification visées au paragraphe 1 ou les exigences minimales visées au paragraphe 1. » → Suite à l'opposition formelle du CE, le paragraphe 2 de cet article est reformulé de manière à clarifier les pouvoirs de surveillance de l'ILNAS et en lui conférant le droit de mettre à jour, le cas échéant, la liste des méthodes d'identification visées à l'article 21ter, paragraphe 1, ou les exigences minimales visées à l'article 21ter, paragraphe 1, sans toutefois soumettre les prestataires de services de confiance à des sanctions.</p>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>14° L'article 22 prend la teneur suivante: « Art. 22. De l'obligation d'information. (1) Le prestataire de services de confiance prévient le titulaire de l'échéance du certificat au moins un mois en avance. (2) Le prestataire de services de confiance qualifié est tenu d'informer les utilisateurs du changement de statut dans la liste de confiance</p>	<p>Sans observation.</p>	<p>Art. 13. <u>L'article 22</u> de la même loi prend la teneur suivante : « Art. 22. De l'obligation d'information (1) Le prestataire de services de confiance prévient le titulaire de l'échéance du certificat au moins un mois en avance. (2) Le prestataire de services de confiance qualifié est tenu d'informer les utilisateurs du</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

de ses services de confiance qualifiés dans un délai de sept jours à compter de la date effective du changement de statut. »		changement de statut dans la liste de confiance de ses services de confiance qualifiés dans un délai de sept jours à compter de la date effective du changement de statut. »
15° Les articles 23, 24 et 25 sont abrogés.	Sans observation.	Art. 14. Les articles 23, 24 et 25 de la même loi sont abrogés.
<p>16° L'article 26 est modifié comme suit:</p> <p>a) Au paragraphe 1er, le terme « certification » est remplacé par le terme « confiance » et les termes « certificat qualifié » sont remplacés par le terme « certificat ».</p> <p>b) Le paragraphe 2 prend la teneur suivante: « (2) Le prestataire de services de confiance, respectivement le prestataire de services de confiance qualifié, révoque un certificat, respectivement un certificat qualifié, immédiatement lorsque:</p> <p>a) il découvre ou est informé que le certificat a été constitué sur la base d'informations erronées ou falsifiées, que les informations contenues dans le certificat ne sont plus conformes à la réalité ou que la sécurité des données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet a été compromise respectivement risque d'être compromise ou que le certificat a été utilisé frauduleusement ;</p> <p>b) le prestataire de services de confiance est informé du décès de la personne physique ou de</p>	Sans observation.	<p>Art. 15. L'article 26 de la même loi est modifié comme suit :</p> <p>1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, le terme « certification » est remplacé par le terme « confiance » et les termes « certificat qualifié » sont remplacés par le terme « certificat ».</p> <p>2° Le prestataire de services de confiance ou le prestataire de services de confiance qualifié révoque un certificat ou un certificat qualifié immédiatement lorsque:</p> <p>a) il découvre ou est informé que le certificat a été constitué sur la base d'informations erronées ou falsifiées que les informations contenues dans le certificat ne sont plus conformes à la réalité ou que la sécurité des données de création de signature électronique, de cachet électronique ou d'authentification de site internet a été compromise ou risque d'être compromise ou que le certificat a été utilisé frauduleusement ;</p> <p>b) le prestataire de services de confiance est informé du décès de la personne physique ou de la dissolution de la personne morale qui en est le titulaire ;</p>

<p>la dissolution de la personne morale qui en est le titulaire ;</p> <p>c) la révocation d'un certificat a été ordonnée par une juridiction ;</p> <p>d) l'ILNAS retire le statut qualifié au prestataire de services de confiance qualifié ou au service de confiance qualifié sous lequel le certificat a été émis, sauf dérogation de l'ILNAS ;</p> <p>e) l'ILNAS demande la révocation du certificat qualifié pour non-respect des exigences de la présente loi respectivement du règlement européen eIDAS ».</p> <p>c) Au paragraphe 3, le terme « certification » est remplacé par le terme « confiance », et la dernière phrase du paragraphe 3 est supprimée.</p> <p>d) Les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.</p>		<p>c) la révocation d'un certificat a été ordonnée par une juridiction ;</p> <p>d) l'ILNAS retire le statut qualifié au prestataire de services de confiance qualifié ou au service de confiance qualifié sous lequel le certificat a été émis, sauf dérogation de l'ILNAS ;</p> <p>e) l'ILNAS demande la révocation du certificat qualifié pour non-respect des exigences de la présente loi ou du règlement (UE) n° 910/2014 ».</p> <p>3° Au paragraphe 3, le terme « certification » est remplacé par le terme « confiance », et la dernière phrase du paragraphe 3 est supprimée.</p> <p>4° Les paragraphes 4 et 5 sont abrogés.</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

17° Les articles 27 et 28 sont abrogés.	Sans observation.	Art. 16. Les articles 27 et 28 de la même loi sont abrogés.
-----------------------------------------	-------------------	-------------------------------------------------------------

<p>18° Avant l'article 29 de la même loi, il est inséré une nouvelle Section 3 libellée comme suit:</p> <p>« Section 3 – La surveillance des prestataires de services de confiance. »</p>	Sans observation.	<p>Art. 17. Avant l'article 29 de la même loi est insérée une nouvelle section 3 libellée comme suit :</p> <p>« Section 3 La surveillance des prestataires de services de confiance ».</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>19° L'article 29 prend la teneur suivante:</p> <p>« Art. 29. (1) Le rôle de l'ILNAS est le suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contrôler les prestataires de services de confiance qualifiés afin de s'assurer, par des activités de contrôle a priori et a posteriori, que</li> </ul>	<p>Le CE prononce une opposition formelle à l'encontre de l'article 29, paragraphe 1<sup>er</sup> parce</p>	<p>Art. 18. L'article 29 de la même loi prend la teneur suivante :</p> <p>« Art. 29. Rôle de l'ILNAS</p> <p>(1) Aux fins de l'application du règlement (UE) n° 910/2014 et de la présente loi, l'ILNAS est investi</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>ces prestataires de services de confiance qualifiés et les services de confiance qualifiés qu'ils fournissent satisfont aux exigences fixées dans la législation européenne applicable, la présente loi et les règlements pris en son exécution ;</p> <p>- prendre des mesures, si nécessaire, en ce qui concerne les prestataires de services de confiance non qualifiés par des activités de contrôle a posteriori, lorsqu'il est informé que ces prestataires de services de confiance non qualifiés ou les services de confiance qu'ils fournissent ne satisferaient pas aux exigences fixées dans la législation européenne applicable ou la présente loi ou les règlements pris en son exécution.</p> <p>(2) L'ILNAS peut, dès lors que c'est dans l'intérêt public, publier soit au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, soit dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois ou étrangers, un changement de statut dans la liste de confiance nationale.</p> <p>(3) Lors de l'accomplissement de la mission de contrôle par l'ILNAS, tout prestataire de services de confiance est tenu de collaborer activement et promptement, sous peine d'encourir les sanctions administratives prévues à l'article 34bis de la présente loi.</p> <p>(4) Si, sur le rapport de ses agents ou de l'organisme d'évaluation de la conformité, l'ILNAS constate que les activités du prestataire de services de confiance ne sont pas conformes à la législation européenne applicable ou à la présente loi ou aux règlements pris en son exécution, il invite le prestataire à se conformer, dans le délai</p>	<p>que le principe de l'applicabilité directe de règlement européen n'est pas respecté.</p> <p>Le CE réitère son avis (cf point 13) que les missions de l'ILNAS, ses pouvoirs et les obligations imposées aux prestataires de services de confiance par l'ILNAS (paragraphe 2 et 3 de l'article 29) devraient figurer dans les dispositions consacrées aux missions de l'ILNAS.</p>	<p>des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaire à l'exercice de ses fonctions dans les limites définies par ledit règlement et par la présente loi.</p> <p>(2) L'ILNAS peut, dès lors que c'est dans l'intérêt public, publier soit au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, soit dans un ou plusieurs journaux luxembourgeois ou étrangers, un changement de statut dans la liste de confiance nationale.</p> <p>(3) Lors de l'accomplissement de la mission de contrôle par l'ILNAS, tout prestataire de services de confiance est tenu de collaborer activement et promptement, sous peine d'encourir les sanctions administratives prévues à l'article 34bis.</p> <p>(4) Si, sur le rapport de ses agents ou de l'organisme d'évaluation de la conformité, l'ILNAS constate que les activités du prestataire de services de confiance ne sont pas conformes à la législation européenne applicable ou à la présente loi ou aux règlements pris en son exécution, il invite le prestataire à se conformer, dans le délai qu'il détermine, auxdites dispositions. Si, passé ce délai, le prestataire ne s'est pas conformé, l'ILNAS peut procéder à la mise à jour du statut du prestataire ou des services concernés sur la liste de confiance nationale</p> <p>(5) En cas de constatation d'une violation grave par un prestataire de services de confiance des exigences fixées dans le règlement (UE) n° 910/2014 ou la présente loi ou les règlements pris en son exécution, l'ILNAS peut en informer à telles fins que de droit les autorités administratives</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>qu'il détermine, auxdites dispositions. Si, passé ce délai, le prestataire ne s'est pas conformé, l'ILNAS peut procéder à la mise à jour du statut du prestataire ou des services concernés sur la liste de confiance national</p> <p>(5) En cas de constatation d'une violation grave par un prestataire de services de confiance des exigences fixées dans le règlement européen eIDAS ou la présente loi ou des règlements pris en son exécution, l'ILNAS peut en informer à telles fins que de droit les autorités administratives compétentes en matière de droit d'établissement. Les rapports établis à l'attention de l'ILNAS peuvent être communiqués à ces autorités, dans la mesure où le prestataire de services de confiance en a reçu communication par l'ILNAS.</p>		<p>compétentes en matière de droit d'établissement. Les rapports établis à l'attention de l'ILNAS peuvent être communiqués à ces autorités, dans la mesure où le prestataire de services de confiance en a reçu communication par l'ILNAS.</p> <p>→ Suite à l'opposition formelle du CE, la proposition de formulation de l'article 29, paragraphe 1, est reprise.</p>
<p>20° La Sous-Section 3 « Des prestataires de service de certification accrédités » de la même loi devient la nouvelle Section 4 libellée comme suit: « Section 4 - De l'arrêt et du transfert des activités des prestataires de services de confiance qualifiés ».</p>	<p>Sans observation.</p>	<p>Art. 19. L'intitulé du titre II, chapitre 2, sous-section 3, libellé « Des prestataires de service de certification accrédités » de la même loi devient le titre II, chapitre 2, section 4, libellé comme suit : « Section 4 De l'arrêt et du transfert des activités des prestataires de services de confiance qualifiés ».</p>
<p>21° Les articles 30 et 31 sont abrogés.</p>	<p>Sans observation.</p>	<p>Art. 20. Les articles 30 et 31 de la même loi sont abrogés.</p>
<p>22° L'article 32 prend la teneur suivante: « Art. 32. De l'arrêt et du transfert des activités.</p>		<p>Art. 21. L'article 32 de la même loi prend la teneur suivante :</p>

<p>(1) Le prestataire de services de confiance qualifié informe au moins trois mois à l'avance, sauf motif valable, l'ILNAS de son intention de mettre fin à ses activités ou, le cas échéant, de son incapacité de poursuivre ses activités.</p> <p>Il s'assure de la reprise des activités par un autre prestataire de service de confiance qualifié, dans les conditions décrites au §2 du présent article, ou, à défaut, prend les mesures requises au §3 du présent article.</p> <p>(2) Le prestataire de services de confiance qualifié qui cesse ses activités se conforme aux dispositions relatives aux plans d'arrêt d'activité vérifiés par l'organisme d'évaluation de la conformité et par l'ILNAS.</p> <p>(3) Le prestataire de services de confiance qualifié qui cesse ses activités sans qu'elles ne soient reprises par un autre prestataire de services de confiance qualifié révoque, dans un délai de 5 jours après en avoir informé les titulaires, tous les certificats qualifiés ainsi que, tous les certificats non qualifiés, sauf dérogation de l'ILNAS.</p> <p>(4) Le décès, l'incapacité, la faillite, la dissolution volontaire et la liquidation, ou tout autre motif involontaire d'arrêt des activités sont assimilés à une cessation d'activité au sens de la présente loi.</p> <p>»</p>	<p>Le CE voudrait des explications concernant les termes « plans d'arrêt d'activité » voire le contenu de ces plans d'arrêt d'activité.</p> <p>Le CE relève que le contenu devrait être défini quant à ses objectifs et à sa substance dans la loi, alors que les détails techniques du dispositif peuvent être traités dans un règlement grand-ducal.</p> <p>Le CE émet une opposition formelle concernant le paragraphe 3. D'une part le champ de la dérogation n'est pas défini. Le CE demande si on est en présence d'une dérogation à l'obligation de révoquer les certificats ou s'il s'agit d'une dérogation concernant le délai qui figure au paragraphe 2 de cet article. D'autre part le CE note qu'on se trouve face à une matière réservée à la loi (article 11, paragraphe 6, de la Constitution : « (6) La liberté du commerce et de l'industrie, l'exercice de la profession libérale et du travail agricole sont garantis, sauf les restrictions à établir par la loi.») et que dès lors une autorité administrative, en l'occurrence</p>	<p>« Art. 32. De l'arrêt et du transfert des activités</p> <p>(1) Le prestataire de services de confiance qualifié informe au moins trois mois à l'avance, sauf motif valable, l'ILNAS de son intention de mettre fin à ses activités ou une partie de ses activités ou, le cas échéant, de son incapacité de poursuivre ses activités.</p> <p>Il s'assure de la reprise des activités par un autre prestataire de service de confiance qualifié, dans les conditions décrites au paragraphe 2 du présent article, ou, à défaut, prend les mesures requises au paragraphe 3.</p> <p>(2) Le prestataire de services de confiance qualifié peut transférer à un autre prestataire de services de confiance qualifié tout ou partie de ses activités. Le transfert des certificats qualifiés est opéré aux conditions suivantes :</p> <p>a) Le prestataire de services de confiance qualifié avertit chaque titulaire de certificat qualifié au moins un mois à l'avance qu'il envisage de transférer les certificats qualifiés à un autre prestataire de services de confiance qualifié.</p> <p>b) Le prestataire de services de confiance qualifié précise l'identité du prestataire de services de confiance qualifié auquel le transfert des certificats qualifiés est envisagé.</p> <p>c) Le prestataire de services de confiance qualifié indique au titulaire de certificat qualifié qu'il dispose du droit de refuser le transfert envisagé, ainsi que les délais et modalités selon lesquels il peut exprimer un tel refus. En cas de refus du titulaire de certificat qualifié dans le délai prévu, le prestataire de services de confiance qualifié</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>l'ILNAS, ne peut se voir accorder par le législateur un pouvoir d'appréciation sans limite dans le cadre du pouvoir de décision qu'elle est appelé à exercer. La loi doit définir les éléments essentiels de la matière permettant à l'administration d'accorder les dérogations souhaitées.</p>	<p>révoque le certificat qualifié du titulaire de certificat qualifié.</p> <p>d) Le prestataire de services de confiance qualifié transmet toutes les informations visées à l'article 24, paragraphe 2, lettre h), du règlement (UE) n°910/2014 au prestataire de services de confiance qualifié auquel le transfert des certificats qualifiés est envisagé.</p> <p>e) Le prestataire de services de confiance qualifié transmet tous ses propres certificats en relation avec les données indiquées aux annexe I, lettre g), annexe III, lettre g), annexe IV, lettre h) à l'article 42, paragraphe 1, lettre c) et à l'article 33, paragraphe 1, lettre b) du règlement (UE) n° 910/2014 au prestataire de services de confiance qualifié auquel le transfert des certificats qualifiés est envisagé.</p> <p>(3) Le prestataire de services de confiance qualifié qui cesse ses activités sans qu'elles ne soient reprises par un autre prestataire de services de confiance qualifié révoque, dans un délai d'un mois après en avoir informé les titulaires, tous les certificats qualifiés ainsi que tous les certificats non qualifiés et informe les titulaires des mesures prises pour satisfaire à l'exigence fixée à l'article 24, paragraphe 2, lettre h), du règlement (UE) n°910/2014.</p> <p>(4) Le décès, l'incapacité, la faillite, la dissolution volontaire et la liquidation, ou tout autre motif involontaire d'arrêt des activités sont assimilés à une cessation d'activité au sens de la présente loi.</p> <p>»</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>→ Suite à l'opposition formelle du CE, les paragraphes 2 et 3 de cet article sont reformulés. Le paragraphe 2 précise la situation des prestataires de services de confiance qualifié arrêtent toutes ou une partie de leurs activités et les transfèrent à un autre prestataire de services de confiance qualifié.</p> <p>Le paragraphe 3 précise la situation des prestataires de services de confiance qualifié qui arrêtent leurs activités sans que celles-ci ne soient reprises par un autre prestataire de services de confiance qualifié. Par ailleurs le délai d'un mois a été retenu ce qui permettra aux prestataires de services de confiance qualifié de procéder au transfert des certificats qualifiés conformément aux obligations du règlement (UE) n° 910/2014 et ainsi la dérogation concernant le délai n'est plus nécessaire.</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

23° L'article 33 est abrogé.	Sans observation.	Art. 22. L'article 33 de la même loi est abrogé.
------------------------------	-------------------	--------------------------------------------------

24° La Sous-section 4 « Du recommandé électronique » devient la nouvelle Section 5.	Sans observation.	Art. 23. L'intitulé du titre II, chapitre 2, sous-section 4, libellé « Du recommandé électronique » de la même loi devient le titre II, chapitre 2, section 5 »
-------------------------------------------------------------------------------------	-------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Le CE émet une opposition formelle sur l'article 34. Il estime que la disposition se limite au principe d'équivalence entre les envois recommandés classiques et les envois par	Art. 24. L'article 34 de la même loi prend la teneur suivante : « Art. 34. Du recommandé électronique Le recommandé électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014 est équivalent à celui
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>recommandé électronique qualifié et est dès lors superflue.</p> <p>Le CE énonce la possibilité de la Commission européenne de l'article 44, paragraphe 2, de déterminer, au moyen d'actes d'exécution, les numéros de référence des normes applicables aux processus d'envoi et de réception de données. La Commission européenne n'a à ce jour pas utilisé cette possibilité mais elle a procédé à l'édiction sur base du règlement (UE) n°2015/1502.</p>	<p>d'un envoi recommandé sur support papier. Sous réserve de l'application d'exigences légales ou réglementaires particulières, nul ne peut contraindre ou être contraint à recourir à un envoi recommandé qualifié. . »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Selon les « Questions and Answers on Trust Services under eIDAS » du 29 février 2016 de la Commission européenne le règlement (UE) n°910/2014 ne prévoit pas d'équivalence entre des envois (qualifiés) par voie électronique. L'article 43 du règlement (UE) N° 910/2014 donne la possibilité aux Etats membres de prévoir au niveau national cette équivalence et ainsi de profiter du principe de non-discrimination et de l'effet juridique énoncés à l'article 43 du règlement (UE) N° 910/2014 respectivement à l'article 44 du règlement (UE) N° 910/2014. Les auteurs du projet de loi insistent pour maintenir l'article 34 Du recommandé électronique.</li> <li>➔ En Belgique, le législateur prévoit des exigences spécifiques pour les recommandés électroniques hybrides c'est-à-dire un recommandé électronique peut être délivré électroniquement ou sous version papier. La Belgique n'a toutefois pas légiféré concernant le principe de non-discrimination et de l'effet juridique énoncés à l'article 43 du règlement (UE) N° 910/2014</li> </ul>
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>Le CE note que la France et la Belgique ont mis en place un système plus détaillé pour la lettre recommandée électronique. Un tel système fait défaut au Luxembourg.</p>	<p>respectivement à l'article 44 du règlement (UE) N° 910/2014.</p> <p>➔ Selon les « Questions and Answers on Trust Services under eIDAS » du 29 février 2016 de la Commission européenne, les Etats membres ne peuvent pas imposer des modèles ou des standards techniques spécifiques pour les recommandés électroniques.</p>
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>26° A la suite de l'article 34, il est inséré une nouvelle section 6 qui prend la teneur suivante: « Section 6 – Dispositions administratives. Art. 34bis. (1) L'ILNAS peut infliger une amende de 250 euros à 15.000 euros à tout prestataire de services de confiance qui: 1° refuse de fournir les documents et informations ou autres renseignements demandés par l'ILNAS dans le cadre du contrôle des prestataires de services de confiance ; 2° fait obstacle à l'exercice de contrôle ; 3° enfreint les dispositions de l'article 23 du règlement européen eIDAS. (2) L'ILNAS peut infliger une amende de 250 euros à 15.000 euros aux personnes physiques ou morales en cas d'utilisation dans leur dénomination sociale leur nom commercial ou toute communication commerciale, la dénomination de prestataire de services de confiance qualifié ou de services de confiance qualifiés sans être inscrit sur la liste de confiance nationale publiée par l'ILNAS.</p>	<p>Le CE invoque le risque de se heurter au principe non bis in idem concernant les comportements visés à l'article 34bis, paragraphe 2 et à l'article 45bis, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1.</p>	<p>Art. 25. À la suite de l'article 34 de la même loi est insérée une nouvelle section 6 libellée comme suit: « Section 6 Dispositions administratives. <u>Art. 34bis</u> Sanctions administratives (a) L'ILNAS peut infliger une amende de 250 euros à 15.000 euros à tout prestataire de services de confiance qui: 1° refuse de fournir les documents et informations ou autres renseignements demandés par l'ILNAS dans le cadre du contrôle des prestataires de services de confiance ; 2° fait obstacle à l'exercice par l'ILNAS de son pouvoir de contrôle ; 3° enfreint les dispositions de l'article 23 du règlement (UE) n° 910/2014 ; 4° enfreint l'article 21ter, paragraphe 1, de la présente loi (b) L'ILNAS peut infliger une amende de 250 euros à 15.000 euros aux personnes physiques ou morales en cas d'utilisation dans leur dénomination sociale, leur nom commercial ou</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>(3) Les amendes sont payables dans les trente jours de la notification de la décision écrite, nonobstant l'exercice d'une voie de recours.</p> <p>(4) Les décisions d'infliger une amende administrative en vertu du présent article sont susceptibles d'un recours en réformation à introduire devant le tribunal administratif, dans le délai de trois mois à compter de la notification. »</p>	<p>Le CE indique qu'il est superfétatoire de préciser le délai de recours comme il s'agit du délai de droit commun.</p>	<p>toute communication commerciale, la dénomination de prestataire de services de confiance qualifié ou de services de confiance qualifiés sans être inscrites sur la liste de confiance nationale publiée par l'ILNAS.</p> <p>(c) Les amendes sont payables dans les trente jours de la notification de la décision écrite, nonobstant l'exercice d'une voie de recours.</p> <p>(d) Toute décision prise par l'ILNAS en vertu du présent article est susceptible d'un recours en réformation devant le tribunal administratif. »</p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>27° A la suite de l'article 45 est inséré un nouvel article 45bis qui prend la teneur suivante: « Art. 45bis. (1) Est punie d'une amende de 251 euros jusqu'à 25.000 euros toute personne: 1° en cas de prestation de services de confiance prétendument qualifiés sans être inscrits sur la liste de confiance nationale publiée par l'ILNAS, ou 2° qui n'est pas conforme à l'article 21, paragraphe 1 du règlement européen eIDAS. (2) Est punie d'une amende de 251 euros à 25.000 euros, d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à 6 mois ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui n'est pas conforme aux dispositions légales visées : 1° à l'article 32 paragraphe 1 de la présente loi, 2° à l'article 32 paragraphe 2 de la présente loi, 3° à l'article 20, paragraphe 1 du règlement européen eIDAS,</p>	<p>Le CE propose un nouveau libellé à l'article 45bis, paragraphe 1<sup>er</sup> ainsi que de remplacer aux paragraphes suivants toute personne « qui n'est pas conforme à » par une référence à toute personne qui ne s'est pas conformée à » ou « qui a contrevenu à ».</p>	<p>Art. 26. À la suite de l'article 45 de la même loi est inséré un nouvel article 45bis qui prend la teneur suivante : « <u>Art. 45bis.</u> Des prestataires de services de confiance (a) Sont punis d'une amende de 251 à 25.000 euros ceux qui offrent des services de confiance en violation des dispositions de l'article 21, paragraphe 2, alinéa 2, du règlement (UE) n° 910/2014 ou sans être inscrits sur les listes de confiance visées à l'article 22, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même règlement. (b) Est punie d'une amende de 251 euros à 25.000 euros, d'une peine d'emprisonnement de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui ne s'est pas conformée aux dispositions légales visées : 1° à l'article 32, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la présente loi ; 2° à l'article 32, paragraphe 2, de la présente loi ;</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>4° à l'article 24, paragraphe 1 du règlement européen eIDAS, ou  4° à l'article 24, paragraphe 2 du règlement européen eIDAS.  (3) Est punie d'une amende de 251 euros à 500.000 euros et d'une peine d'emprisonnement de 8 jours à trois ans ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui n'est pas conforme aux dispositions légales visées :</p> <p>1° à l'article 19 de la présente loi,  2° à l'article 19, paragraphe 2 du règlement européen eIDAS,  3° à l'article 24, paragraphe 3 du règlement européen eIDAS,  3° à l'article 24, paragraphes 4 du règlement européen eIDAS. »</p>	<p>Le CE s'interroge sur le risque que comporte le dispositif de se heurter au principe non bis in idem (principe selon lequel une personne déjà jugée définitivement pour un fait délictueux ne peut être poursuivie à nouveau pour le même fait).  Le CE s'interroge sur l'opportunité de prévoir des sanctions pénales plus graves que celles prévues par l'article 458 du Code pénal, à savoir une amende de 500 euros et un emprisonnement de huit jours à six mois alors que les auteurs du projet de loi prévoient des sanctions plus sévères.  La Cour constitutionnelle admet que la différence de traitement est justifiée par un intérêt général.</p>	<p>3° à l'article 20, paragraphe 1<sup>er</sup>, du règlement (UE) n° 910/2014 ;  4° à l'article 24, paragraphe 1<sup>er</sup>, du règlement (UE) n° 910/2014 ;  5° à l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 910/2014.  (c) Est punie d'une amende de 251 euros à 500.000 euros et d'une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui ne s'est pas conformée aux dispositions légales visées :</p> <p>1° à l'article 19, paragraphe 4, de la présente loi ;  2° à l'article 19, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 910/2014 ;  3° à l'article 24, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 910/2014 ;  4° à l'article 24, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 910/2014. »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Est tenu en compte la proposition du CE concernant le paragraphe (a).</li> <li>➔ Les auteurs du projet de loi soulignent que ne sont visés les mêmes faits délictueux dans la section 6 Dispositions administratives, article 34bis, et dans le titre III Dispositions pénales, article 45bis.</li> <li>➔ Les sanctions prévues pour des infractions commises par des prestataires de services de confiance sont substantielles et risquent de mettre en jeu l'économie luxembourgeoise voire de causer des impacts majeurs ou catastrophiques pour la société. Afin d'illustrer l'impact néfaste</li> </ul>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>Toutefois le CE soulève que le principe constitutionnel de l'égalité s'oppose à tout traitement différent manifestement déraisonnable d'infractions comparables.</p>	<p>d'un agissement on peut citer les exemples suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La signature électronique est basée sur une clé secrète ainsi que sur une clé publique y associée (cryptographie à clé publique). La clé de signature (clé privée) du prestataire de services de confiance est utilisée pour signer et ainsi valider tous les certificats (liaison d'une clé publique à une identité) émis aux personnes physiques et morales. Une perte de confidentialité de la clé secrète du prestataire de services de confiance résulte dans l'obligation de devoir révoquer immédiatement tous les certificats signés avec cette clé privée depuis que la perte de confidentialité a pu avoir lieu puisque des faux certificats auraient pu être créés. (Article 19, paragraphe 4 de la présente loi). Exemple concret : en 2011, le prestataire néerlandais DigiNotara été compromis et des certificats frauduleux ont été créé par l'attaquant.</li> <li>- Le prestataire de services de confiance doit respecter des règles strictes pour garantir l'intégrité des processus de création et de gestion de certificats qu'il émet. Si des incidents de sécurité (accidentels ou prémédités causés par des personnes internes ou externes) surviennent il faut réagir vite pour</li> </ul>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		<p>prévenir la création de faux certificats (Article 19 règlement (UE) n°910/2014).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La liste de certificats révoqués est une liste de très haute importance. Dès qu'une personne se fait voler ou perd les codes pour activer la signature électronique, le certificat doit immédiatement être révoqué. Toutes les signatures effectuées après la date de révocation du certificat utilisé sont invalides. Si les listes de révocation ne sont pas tenues à jour, on ne peut donc pas se fier à la validité de la signature. Tout le modèle de confiance s'écroule (Article 39 règlement (UE) n°910/2014).</li></ul>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------